

Bilan du 1^{er} semestre 2009 : les moteurs de la croissance ont tourné au ralenti

AGENCE DE NOUMEA NUMERO 13 Septembre 2009

Etablissement public – Dotation 10 000 000 € - SIRET 78 430 111 100 – APE 651 A – Siège social : 5 rue Roland Barthes 75598 Paris cedex 12 – Tél. : 33+1 53 44 41 41 – Fax : 33+1 43 47 51 34

651 A – Siege social : 5 rue Koland Barthes 75598 Pa WWW.ieom.fr

Note expresse

La crise économique mondiale s'est atténuée au cours du second trimestre 2009, après avoir atteint un point culminant lors du premier trimestre. Le risque d'une crise économique durable semble donc s'éloigner, même si les prévisions restent encore incertaines. Les marchés financiers ont commencé à se détendre avec une amélioration très nette sur les marchés interbancaires et du financement des entreprises. L'action concertée des banques centrales et des Etats a permis de réduire le différentiel entre les taux des marchés monétaires et ceux des prêts publics ; les conditions d'octroi de prêt semblent se desserrer lentement.

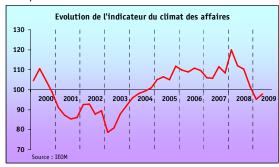
Le premier semestre 2009 a été marqué, en Nouvelle-Calédonie, par un léger ralentissement de l'économie. Alors que le territoire avait jusqu'alors bien résisté à la propagation de la crise économique en dehors de l'impact sur le secteur du nickel, il semble que la conjonction de la période préélectorale, des incertitudes sur la première version de la loi pour le développement économique des outre-mer (LODEOM), des recours en justice contre les protections de marché et du manque de visibilité sur le secteur du nickel aient entamé la confiance des entreprises et des ménages. Pour les entreprises, cette défiance s'est traduite par un certain attentisme et notamment par un report des décisions d'investissement. Du coté des ménages, la perspective d'une baisse des taux bancaires et l'espérance d'une baisse des prix dans l'immobilier, à l'image de ce qui s'est passé dans les grands pays développés, ont contribué à une temporisation de l'investissement. La consommation s'est aussi repliée avec un impact sensible sur le secteur du commerce. Les résultats sur l'ensemble de l'année dépendront donc du délai que mettront les Calédoniens pour retrouver la confiance indispensable à la poursuite d'une dynamique de croissance. Si la fin de la période électorale, la désinflation, la montée en puissance du chantier de l'usine du Nord, la remontée des cours du nickel et le redémarrage de l'usine de Yabulu sont autant d'éléments susceptibles de favoriser un retour de la confiance et d'amorcer une reprise de la croissance, la dégradation du climat social est à l'inverse un élément d'incertitudes à ne pas négliger. De même, il est trop tôt pour mesurer l'effet de la pandémie de grippe A sur l'activité du territoire.

SYNTHÈSE

Peu ouverte sur l'extérieur, en dehors de son secteur nickel, l'économie calédonienne a été relativement protégée de la propagation de la crise économique et financière. Alors que la récession décélère dans la plupart des grands pays développés, l'économie du territoire connaît un léger tassement de son activité. Certaines raisons de ce ralentissement sont endogènes (période préélectorale, LODEOM), d'autres sont liées à la conjoncture internationale (baisse des cours du nickel). Elles se traduisent par une certaine frilosité des acteurs économiques ; il appartiendra donc aux décideurs de redonner de la confiance afin d'éviter que cette période se prolonge.

Des indicateurs en retrait, mais par rapport à une période exceptionnelle

Le premier semestre de l'année en cours a été marqué par l'apparition d'événements endogènes générateurs d'incertitudes qui sont venus perturber l'activité économique tant du côté des entreprises que des ménages. Ainsi, l'indicateur du climat des affaires (ICA) a été inférieur à sa moyenne de longue période pour les deux premiers trimestres de l'année en cours.



C'est la première fois depuis 2004 que cet indicateur se trouve à un niveau aussi bas.

Les indicateurs objectifs de l'investissement des entreprises sont en retrait de même que ceux de la consommation des ménages. Les premières estimations sur l'emploi salarié montrent également que l'économie a marqué le pas.

Toutefois, il convient de relativiser l'orientation baissière de certains indicateurs, qui relève plus d'un problème de référentiel que d'une réalité économique déprimée. C'est le cas par exemple des nouvelles offres d'emploi cumulées depuis le début de l'année qui sont, certes, en recul de 11,5 % par rapport à la même période de 2008, mais qui progressent de 22,5 % sur deux ans. Le ralentissement sur le premier semestre 2009 apparaît d'autant plus fort que la comparaison se fait par rapport à un premier semestre 2008 qui avait été exceptionnel d'un point de vue économique.

Des éléments propices à la reprise

Certains indicateurs clés de l'économie (inflation, cours du nickel, taux bancaires) sont toutefois bien orientés et, tout en restant prudent, incitent à anticiper un retour à une croissance plus soutenue au prochain semestre. De plus l'ICA, après trois trimestres consécutifs de baisse, est reparti à la hausse au 2^e trimestre 2009, tout en restant en dessous de sa moyenne de longue période. Les différents grands chantiers en cours continuent d'alimenter l'économie du territoire, jouant ainsi le rôle d'amortisseur. Il semble ne manquer qu'un signal fort synonyme de reprise de confiance. En ce sens, le conflit social de la compagnie aérienne locale Aircal, qui a perturbé l'activité et le climat économique de l'île, pourrait retarder le retournement de la tendance.

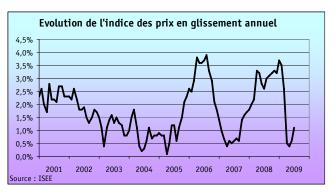


LES INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES

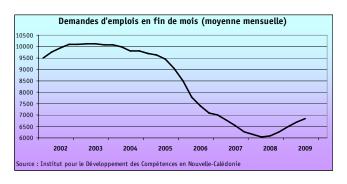
Ralentissement de l'inflation et poursuite de la hausse du nombre des demandeurs d'emplois dans un contexte de progression de l'emploi salarié

Au cours du 1er semestre 2009, l'inflation a connu un fort ralentissement, par rapport à son niveau élevé de fin d'année 2008. L'indice des prix progresse de 1 % sur un an, à fin juin 2009, contre + 3,7 % à fin décembre 2008. Il enregistre une baisse de près de 1 % depuis le début de l'année 2009. Cette désinflation s'explique notamment par la baisse des prix des carburants qui est intervenue avec quelques mois de retard par rapport au cours mondiaux. Le poste « Essence, Gazole et lubrifiants » est en recul de 10,8 % sur un an et de 16,5 % depuis le début de l'année (sans cette baisse, l'inflation serait de 2 % en glissement annuel). Dans le même temps, les trois principaux postes composant l'indice des prix à la consommation ont connu des baisses de leurs rythmes de croissance en glissement annuel. Parmi eux, le poste « alimentation » qui, sous l'effet de la baisse puis de la stabilisation des cours des matières premières agricoles, passe d'une hausse de 4,6 % au mois de décembre 2008 à 2,4 % à fin juin 2009. Enfin, sur les 8 rubriques composant l'indice des prix, celle des « articles d'habillement et chaussures » a connu la plus forte baisse sur un an (- 4,3 %).

Cette tendance désinflationniste devrait, à moins d'un retournement fort des cours du pétrole, se poursuivre au second semestre 2009 et, à fin décembre, l'inflation sur un an pourrait être proche de 0 %. Le ralentissement général de l'inflation a également concerné les prix dans le secteur du BTP. L'indice BT 21 progresse de 1,5 % à fin juin sur un an (contre + 9,7 % à fin décembre 2008) mais cette baisse semble modérée au vu de l'évolution des cours mondiaux sur les matières premières. Par effet induit, l'indice de révision des loyers (IRL)¹ a perdu 43 points de base entre les mois de décembre 2008 et juin 2009.



Le nombre de demandeurs d'emploi à la fin du mois de juin 2009 s'élevait à 7 153, en hausse de 9,3 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette progression s'explique par les augmentations du nombre de demandeurs d'emploi des provinces Sud et Îles, respectivement de +16,6 % et +53,6 %, en raison des démobilisations liées à la fin du chantier de l'usine de Vale Inco et de la poursuite de la mise en place des EPEFIP². Dans le même temps, dopées par la montée en puissance du chantier de l'usine du Nord, les nouvelles offres d'emplois déposées en province Nord ont bondi de 178 %, entraînant une baisse de 13 % du nombre des demandeurs d'emploi. Suivant la même tendance que la demande d'emploi du territoire, le nombre de chômeurs indemnisés a augmenté de 31,5 % sur la même période. D'après les premières données disponibles (CAFAT), l'emploi salarié continue de progresser mais à un rythme plus faible que celui observé auparavant.



Un défit commercial qui se creuse sous l'influence de la chute des cours du nickel

Sous l'effet de la progression des exportations de métal de 2,8 % sur un an, les exportations totales en volume du 1^{er} semestre 2009 ont connu une légère hausse de 1,3 %. Cependant, le cours du nickel a parallèlement chuté de 57,2 %, entraînant une baisse de 44,6 % des exportations en valeur. Les importations sont aussi en repli, mais à un rythme nettement moins rapide (- 16,5 %).

Au terme du 1^{er} semestre 2009, le déficit commercial du territoire s'élève à 73,4 milliards de F CFP. Le taux de couverture des importations par les exportations, déjà à un faible niveau au semestre précédent, tombe à 31,4 %, soit le deuxième plus faible taux de couverture depuis 14 ans. Néanmoins, le deuxième semestre 2009 devrait être sensiblement meilleur du fait de la remontée des cours du nickel au LME amorcée au mois d'avril 2009, de la reprise d'activité de l'usine de Yabulu en Australie et de la montée en puissance de l'usine de POSCO.

Une demande des ménages en retrait sur un an

La quasi-totalité des indicateurs permettant d'évaluer la consommation des ménages sont orientés à la baisse sur le 1 er semestre 2009. C'est le cas des importations d'articles d'ameublement et d'habillement, en recul de 8,6 % et 1,7 % sur un an. Les importations et immatriculations de voitures particulières sont également en baisse, respectivement de 8,9 % et 7,1 % sur la même période. Seule la consommation de biens alimentaires continue de résister, les importations de « produits alimentaires, boissons, et tabacs » restant stable sur un an (+0,4 %).

L'encours des crédits à la consommation et à l'habitat des ménages continue de progresser à des rythmes soutenus sur un an (respectivement + 4 % et + 9,9 %), mais ces hausses sont plus mesurées qu'en 2008 et, pour les crédits à la consommation, il s'agit de la plus faible progression depuis 2005.

L'investissement des entreprises semble marquer le pas

A l'image de la consommation des ménages, l'ensemble des indicateurs de l'investissement des entreprises est en recul au 1^{er} semestre 2009. Les importations de biens d'équipements et de voitures utilitaires reculent respectivement de 24,1 % et 16,6 % sur un an, tandis que les immatriculations de véhicules utilitaires diminuent de 6,5 %. L'encours des crédits d'investissement des entreprises reste dynamique, en hausse de 17,3 % sur un an, mais cette progression est plus faible que le rythme de 26,1 % enregistré à fin décembre.

Dans les enquêtes de conjoncture réalisées au premier et au second trimestres, les chefs d'entreprises se sont montrés beaucoup plus réservés que par le passé sur leurs prévisions d'investissements. La diminution enregistrée sur les encours de crédits de trésorerie valide plutôt l'hypothèse d'un attentisme des acteurs au regard de la situation calédonienne que de réelles difficultés de financement.

¹ L'IRL est une moyenne pondérée de l'indice des prix et de l'indice BT 21.

 $^{^{2}}$ Etablissement Provincial de l'Emploi, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle.



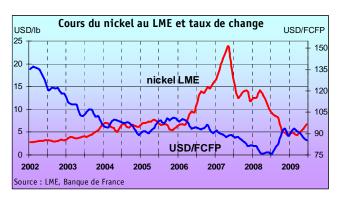
LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Les exportations de minerai et de métal impactées par les intempéries et la forte dépréciation du cours du nickel

La production de minerai sur la première moitié de l'année en cours est en recul de 15,5 % par rapport à la même période de l'année précédente, malgré une hausse de 30 % de la production entre le 1^{er} et le 2^e trimestre. Ce repli est imputable aux conditions météorologiques défavorables du début de l'année ainsi qu'à l'arrêt d'activité de l'usine hydrométallurgique de Yabulu en Australie qui représentait le seul débouché stable pour les latérites calédoniennes. La situation devrait néanmoins s'améliorer sur le second semestre, étant donné le rachat de l'usine de Yabulu avec une reprise de son activité.

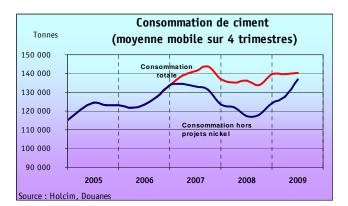
Au terme du 1^{er} semestre 2009 la production de métal de la SLN s'élevait à 26 297 tonnes ; sur l'ensemble de l'année elle pourrait, au rythme actuel, se situer entre 52 000 et 53 000 tonnes.

Le cours du nickel a chuté de 57,2 % entraînant des baisses de la valeur des exportations de minerai et de métal, respectivement de 46,3 % et 49 %. Le cours du nickel est, depuis le mois d'avril 2009, reparti progressivement à la hausse sous le double effet de la hausse des achats de nickel par la Chine et des signes de reprise de l'économie mondiale. Depuis juillet, la hausse s'est amplifiée avec le début d'une grève touchant une usine de Vale Inco au Canada. Le cours a ainsi dépassé les 9 \$/lb début août, soit un cours bien supérieur à sa moyenne sur longue période. Les analystes ont revu leurs prévisions de cours moyen du nickel à la hausse pour 2009. Cependant, même s'ils ont abordé une tendance baissière, les stocks de nickel restent relativement élevés, à plus de 100 000 tonnes, incitant à la prudence sur ces prévisions.



L'activité du BTP poursuit sa progression grâce aux grands chantiers en cours

Le secteur du BTP, toujours soutenu par les grands chantiers³ en cours, continue de bien résister, malgré la fin du chantier de l'usine du Sud et les fortes précipitations de ce début d'année. La consommation de ciment de l'île progresse de 1 % sur un an ; hors consommation directement liée aux deux chantiers d'usines de nickel, elle progresse même de près de 10 % sur un an. La part de la consommation de ciment liée au chantier de l'usine du Nord dans la consommation total reste encore modeste : elle passe de 0,7 % à 2 % entre les mois de janvier et juin 2009, alors que la construction de l'usine de Vale Inco représentait 10 % de la consommation totale de ciment au premier semestre 2008.

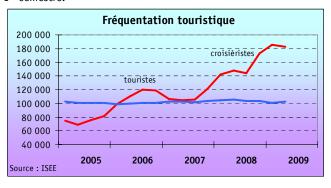


L'encours des crédits à la construction (principalement habitat social et promotion immobilière) a connu un rythme de progression plus soutenu; il est en hausse de 22,4 % sur un an à fin juin 2009, après + 9,1 % à la fin de l'année 2008.

L'encours des crédits au secteur du BTP progresse, pour sa part, de 17,9 % à fin juin 2009, contre 25,4 % à fin décembre.

Le secteur du tourisme marque le pas mais continue de bien résister grâce à la clientèle métropolitaine

Dans un contexte international du secteur déprimé⁴, le tourisme en Nouvelle-Calédonie semble, encore une fois, relativement bien résister. A la fin du mois de juin 2009, le nombre d'arrivées sur le territoire au cours du semestre était en recul de 2,2 % par rapport au premier semestre 2008 (-27 % en cumul à fin mai 2009 en glissement annuel pour la Polynésie française). Pour la quasitotalité des nationalités dont la fréquentation touristique est importante sur le territoire, les évolutions sont, tout de même, orientées à la baisse. Les fréquentations des touristes japonais, australiens et néo-zélandais ont ainsi diminué respectivement de 7,7 %, 8,2 % et 41,7 %. Seuls les touristes en provenance de Métropole ont vu leur nombre augmenter (+10,7 %) et permettent de soutenir la demande. Le nombre de croisiéristes a continué de progresser à un rythme soutenu sur la même période avec une hausse du nombre d'escales de navire ; cette tendance pourrait néanmoins s'infléchir du fait de la forte propagation de la grippe A en Australie qui représente le principal marché sur ce type de voyage. Le nombre de nuitées hôtelières depuis le début de l'année reste relativement stable sur un an (- 0,8 %). Le maintien d'un bon niveau d'activité est dû, principalement, à une croissance de près de 12 % des nuitées de la clientèle locale. Les calédoniens semblent ainsi avoir privilégié le tourisme local, le nombre de voyages à l'étranger des résidents ayant diminué sur le 1^{er} semestre.



⁴ Le nombre d'arrivées de touristes au niveau international est en recul de

³ Aéroport de la Tontouta, construction de logements sociaux, développement de la zone VKP, et monté en puissance des travaux

(terrassements, port,...) sur le site de l'usine du Nord...

^{8 %} sur les quatre premiers mois de l'année 2009. Cette tendance semble s'être poursuivie jusqu'au mois de juin. En Asie et dans le Pacifique, la contraction a été de 6 % sur la même période. Les spécialistes du secteur prévoient une baisse comprise entre 4 % et 6 % du tourisme international pour 2009, baisse qui devrait s'atténuer au cours des derniers mois de l'année.



Bilan du 1^{er} semestre 2009 : les moteurs de la croissance ont tourné au ralenti

NOUMEA Septembre 2009

Les filières bovine et aquacole restent bien orientées

La filière bovine continue de se redresser, notamment grâce au soutien des pouvoirs publics qui ont mis en place une aide à la vache allaitante. A la fin du $\mathbf{1}^{\mathrm{er}}$ semestre 2009, les abattages de bovins ont progressé de 6,7 % sur un an tandis que, dans le même temps, les importations diminuaient de 1,6 %. Il s'agit du meilleur premier semestre depuis 2005. Sur la même période, les abattages et importations de viande porcine ont enregistré des reculs respectifs de 6,5 % et 22,4 %.

L'aquaculture de crevettes poursuit sa lente remontée vers les niveaux de production et d'exportation enregistrés avant l'apparition du problème de sous production des écloseries. Les exportations progressent de 13 % en volume et de 8,2 % en valeur. Cependant le tonnage atteint sur le premier semestre ne représente que 60 % des exportations du 1er semestre 2006.

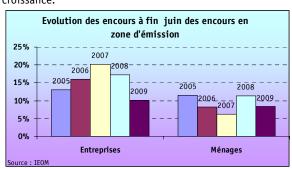
LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Croissance plus modérée de la masse monétaire

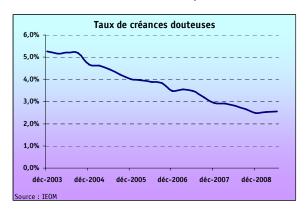
Indicateur du niveau d'activité, la masse monétaire M3, à 424 milliards de F CFP, progresse de 7,2 % à fin juin sur un an soit sa plus faible augmentation en rythme annuel depuis juin 2004. Les actifs détenus par les agents auprès des banques de la place ont continué de progresser (+4,9%), mais à un rythme plus mesuré qu'à la fin de l'année 2008.

Le crédit bancaire continue de soutenir l'activité

Le crédit bancaire a continué d'alimenter l'économie, contribuant à maintenir un bon niveau d'activité même si les croissances observées sont en retrait par rapport aux années antérieures. L'ensemble des concours à l'économie accordés par les établissements de la place progresse de 8,7% à 547 milliards de F CFP alors que la croissance atteignait 11,3 % à la fin de l'année 2008. Par rapport à la situation observée à fin juin 2008, le ralentissement est plus marqué pour les entreprises que pour les ménages. A la fin du premier semestre 2008, la croissance des encours aux entreprises était de 17,2 % contre 10,1 % à fin juin 2009. Pour les ménages, la perte est de 3 points de croissance.



Dans le même temps, le risque de place, qui avait fortement reculé ces dernières années, a cessé de baisser.



La position extérieure nette reste débitrice mais s'améliore légèrement sur un an

Après une dégradation sensible de la position extérieure nette à fin mars 2009 (dégradation de 11,7 % sur un an), celle-ci s'est depuis légèrement améliorée. Au total, elle se redresse de 1,1 % sur un an à fin juin 2009.



CONCLUSION

L'activité a marqué le pas sur les premiers mois de l'année, en raison de facteurs endogènes (LODEOM, élection, protection de marché) et de la situation dans le secteur du nickel directement liée à la récession observée dans les grands pays développés et au ralentissement dans les pays émergents. Néanmoins, la Nouvelle-Calédonie bénéficie d'atouts importants qui plaident pour une reprise rapide des facteurs qui ont fait la croissance des dernières années et notamment l'investissement. Le climat est, en effet, propice à un regain d'activité : baisse des taux bancaires, désinflation, programmation des grands chantiers (VKP, usine du Nord, Dumbéa-sur-mer, aéroport, jeux du Pacifique...), remontée des cours du nickel. La durée de la période de transition que connaît actuellement le territoire dépendra de la reprise de la confiance des chefs d'entreprise et des ménages, seule capable de mettre fin à un attentisme néfaste à l'activité. Il faudra également observer quels impacts auront les événements sociaux intervenus à la fin du mois de juillet et l'absentéisme dans les entreprises en liaison avec la propagation du virus de la grippe A.





Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : T. BELTRAND - Éditeur et imprimeur : IEOM